

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, en me levant pour participer au débat, je constate que je partage nombre des appréhensions sur l'orientation actuelle de la politique agricole que vient d'exprimer le député de Selkirk (M. Rowland). Je devrais donc, je suppose, le remercier d'avoir fait une partie de mon discours.

Pour ce qui est des modifications elles-mêmes, compte tenu de la philosophie dont s'inspire presque exclusivement la politique agricole actuelle au pays, j'éprouve de graves réserves. Il me semble que, dans les circonstances, il conviendrait de hausser le maximum des prêts et de supprimer les restrictions imposées dans certains cas par la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles. Accroître les capitaux de la Société de 56 à 66 millions de dollars est certes une bonne chose et permettra des prêts de 25 fois ce montant, c'est-à-dire pour environ 1.4 milliard de dollars. Comme le député de Selkirk l'a souligné, des prêts devraient être consentis pour faciliter l'exploitation d'une ferme et non seulement dans des cas de nécessité. Il importe aussi que tous les prêts, peu importe le genre de propriété, soient plafonnés à \$100,000.

On retrouve d'autres éléments favorables: ainsi, la maison, sans compter les bâtiments de la ferme, continue de garantir le prêt; et un ajustement est prévu relatif à l'âge de l'emprunteur, compte tenu des modifications récentes dans certaines provinces concernant l'âge légal de majorité.

J'appuie l'amendement proposé par le député de MacKenzie (M. Korchinski), car je crois qu'il améliorera le bill. Ceci dit, j'entretiens des doutes sérieux quant à l'orientation générale actuelle de la politique agricole à tous les paliers de gouvernement au Canada. Les cultivateurs dans l'ensemble éprouvent des inquiétudes sérieuses du fait que leur sort est réglé par de mystérieux inconnus qui oeuvrent dans les officines gouvernementales et qui manquent de compréhension ou d'intérêt pour le mode de vie rural, ou ne sont pas à même d'apprécier la culture féconde de notre classe agricole qui a tant apporté au pays dans le passé et qu'on est en train de faire disparaître. Qu'on le fasse ouvertement, involontairement ou pour le compte de l'évolution, je ne saurais le dire, mais il faudrait que nous puissions décider si c'est là ce que nous voulons. Mais que nous puissions le décider tout à fait, c'est une autre histoire.

Je viens de l'Île-du-Prince-Édouard et je sais trop bien que nous servons de cobayes pour les politiques que les théoriciens appliqueraient sans aucun doute au Canada tout entier s'ils en avaient la chance. La politique agricole du gouvernement peut souvent se comparer à un traité sur les méthodes d'entraîner les Rangers de New York rédigé par un prétendu expert en hockey sur glace qui ne serait jamais sorti de Tahiti. Je ne vois pas pourquoi il devrait en être ainsi, et pourtant c'est bien la situation telle qu'elle existe.

Permettez que je vous cite un bref extrait d'une déclaration de Theodore Geiger, chef de la Section des études internationales du National Planning Association des États-Unis. Sous forme de dialogue, cet extrait est tiré du volume 4, 1971. Il mentionne:

Du fait de la nécessité de connaître toute la gamme des facteurs sous-culturels dont ne tiennent habituellement pas compte les programmes gouvernementaux et du fait aussi que cette connaissance dépend dans une grande mesure d'enquêtes empiriques plutôt que d'un raisonnement a priori, le problème d'engager effectivement les petits exploitants agricoles dans la croissance économique devient l'un des plus difficiles dans le cadre de la stratégie de l'expansion. En outre, de nombreux chefs politiques et fonctionnaires gouvernementaux tendent à se dérober à cette

tâche, non seulement faute de savoir comment l'aborder, mais aussi parce qu'ils ont tendance à considérer que la partie rurale subsistance commerciale du secteur privé fait partie d'un passé traditionnel renié, et à ne voir comme objectif moderne et souhaitable pour l'avenir que la partie urbaine et industrialisée.

Voilà qui exprime bien le problème qu'affrentent les agriculteurs du Canada. Leur avenir, et la politique agricole du gouvernement seraient, paraît-il, conçus et réalisés par des gens qui ne comprennent ni n'apprécient la valeur d'un mode de vie comme le leur et la complexité de leurs problèmes. Ces théoriciens semblent s'adonner au culte de la grandeur. Ils ont surestimé au delà de toute proportion les avantages de l'échelle économique et ont soutenu le postulat entièrement faux selon lequel l'agriculteur qui augmente sa compétence saura en profiter. Cela ne fut pas le cas. En fait, au cours des quelque 20 dernières années, le rendement de l'industrie agricole a augmenté plus que celui de toute autre industrie au Canada, mais la situation des agriculteurs ne s'est pas améliorée, elle a plutôt empiré. Cette situation est clairement illustrée dans l'édition courante du *Reader's Digest*, plus précisément dans un article de H. Gordon Green, ancien éditeur du *Family Herald*, qui en cite un exemple concret. Au sujet de la diminution des bénéfices, il écrit:

• (1550)

L'histoire de Winston Hansen, de New Denmark (Nouveau-Brunswick), est typique. Hansen a été élevé dans l'une des régions les meilleures du Canada pour la culture des pommes de terre, à une époque où l'on plantait les pommes de terre à la main. La famille du propriétaire et les écoliers fournissaient une main-d'œuvre suffisante pour l'arrachage et la mise en tonneaux des pommes de terre. Selon Hansen, un homme qui plantait 20 acres de pommes de terre et faisait une bonne récolte, pensait que c'était une bonne année. Les machines nécessaires ne coûtaient pas très cher: avec quelque \$200, on pouvait obtenir une machine à ramasser les pommes de terre, ...

Je pense que l'on devrait lire «une machine à arracher les pommes de terre».

... et si l'on n'avait pas les moyens, on pouvait employer un cheval et une charrue.» Mais c'était l'époque où un tonneau de 165 livres de pommes de terre se vendait \$4 ou \$5. A ce prix, un homme pouvait effectuer ses paiements et avoir encore un peu d'argent à mettre en banque.

Cependant, la dernière année où les producteurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick ont touché \$5, fut 1950—à peu près l'époque où Hansen, comme d'autres jeunes agriculteurs dynamiques, a commencé à lutter pour compenser cette marge bénéficiaire toujours moins élevée en s'agrandissant et en augmentant son rendement. A l'heure actuelle, il a 225 acres de terre cultivée, il possède un équipement moderne pour une valeur de \$55,000, il dispose de ses propres caves d'emmagasinage et tables de triage. Étant un fervent conservateur du sol, il dépense \$60 par acre, uniquement en engrangis.

«Il me coûte \$2.50 pour produire un tonneau de pommes de terre,» dit-il. Et pourtant le prix des pommes de terre de première qualité pendant la récolte de l'automne 1970, n'était que de \$2.25 le tonneau.

Cela représentait 25c. en dessous du prix de revient, et le montant qu'il touchait a continué de baisser jusqu'à la fin de l'année-récolte.

Je représente une circonscription de l'Île-du-Prince-Édouard où il y a un grand nombre de gros producteurs de pommes de terre. Il s'agit, pour la plupart, de fermes familiales au sens technique du terme, mais ce sont en fait de grandes entreprises hautement mécanisées. Ils ont suivi le même processus que celui que décrit cet article. Il y a une vingtaine d'années, ils gagnaient bien leur vie de cette façon. Je connais des exploitants d'entreprises familiales qui ont suivi les conseils de spécialistes et ont fait ce qui, au dire de ces derniers, devaient leur rapporter des bénéfices. Ils ont augmenté leur production et ont eu un